



International Labor Network of Solidarity and Struggles

WWW.LABOURSOLIDARITY.ORG



@INTERNATIONALLABOURSOLIDARITY/

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes

Rede Sindical Internacional de Solidariedade e Lutas

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

Rete Sindacale Internazionale di Solidarietà e di Lotta

Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas

Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes

Déclaration de la 6e réunion du RSISL pour la défense de l'éducation et de la recherche publiques

Partout dans le monde, l'éducation et la recherche publiques sont gravement menacées. Les attaques des gouvernements peuvent prendre différentes formes selon les pays, mais toutes suivent les directives de la Banque Mondiale, du FMI, de l'OCDE et d'autres institutions internationales. Même des institutions telles que l'UNESCO, qui devraient être au service de l'éducation, participent à la mise en œuvre de ces politiques.

Dans de nombreux pays, l'éducation et la recherche publiques disparaissent en tant que droit social et humain. L'éducation devrait être publique, gratuite, laïque, émancipatrice et répondre aux besoins de la classe ouvrière ; elle devrait être une priorité, mais ce n'est pas le cas.

L'éducation et la recherche sont devenues un marché en pleine expansion. La privatisation de l'éducation progresse partout, avec des conglomérats et des sociétés tout-puissants opérant à travers le monde.

Ce processus de transition du public vers le privé est une exigence des entreprises qui considèrent l'éducation comme un commerce. À l'instar d'autres secteurs de l'économie, l'éducation et la recherche connaissent un processus d'oligopolisation. Dans divers pays et régions, les multinationales envahissent le marché. Même si elles restent sous le contrôle de l'État, l'éducation et la recherche sont mises au service des entrepreneurs par le biais de plusieurs mécanismes qui servent le capitalisme. De plus, nous assistons à une militarisation croissante de l'éducation, depuis la maternelle jusqu'à l'université.

Les coupes budgétaires et le financement de l'éducation privée avec des fonds publics, les plans d'ajustement économique, le licenciement de fonctionnaires, le non-remplacement des retraité.e.s, les réformes qui détruisent les services publics et la priorité accordée par les gouvernements au remboursement des « dettes » exigées par les banques, entre autres mesures, donnent le ton. L'éducation, qui devrait être un droit social et humain, n'est en aucun cas une priorité dans les politiques publiques.

Ainsi, l'éducation et la recherche deviennent un produit ou un service, mis à la disposition des intérêts du secteur privé, et ne sont plus un droit démocratique pour toutes et tous.

Ce sont les pauvres qui souffrent le plus, les enfants de la classe ouvrière et des secteurs opprimés, selon les pays, que ce soit en raison du genre, de l'ethnicité, de la diversité sexuelle ou d'autres prétextes utilisés par le capital pour exploiter l'humanité.

Dans le monde, plus de 100 millions d'enfants et 800 millions de jeunes et d'adultes sont exclus du système scolaire (source : UNICEF, 2012), compromettant le droit à un avenir pour toute une génération.

Au-delà des actions des grandes entreprises, des gouvernements et du marché, qui dépouillent l'éducation de son rôle de bien public et de droit social et humain, les travailleurs et les travailleuses de l'éducation et de la recherche souffrent de ce processus qui, petit à petit, détruit les acquis démocratiques et attaque l'autonomie pédagogique acquise au fil des ans.

Les intérêts capitalistes dictent les lignes directrices, les normes et les plans de la politique en matière d'éducation et de recherche. Sous l'égide des organisations internationales, l'éducation devient le fondement de l'expansion du capital, un aspect de la marchandisation de divers secteurs auparavant sous le contrôle et la gestion de l'État. Le système éducatif adopte les préceptes politiques et idéologiques des relations sociales capitalistes.

La contre-réforme de l'éducation est en cours, la transformant en un service marchand caractérisé par la concurrence, la sélection et l'inégalité.

La logique de la privatisation, de la rationalité économique, de la précarité et de la dévalorisation de la profession des travailleurs et des travailleuses de l'éducation et de la recherche, ainsi que les exigences d'efficacité, de qualité et de méritocratie managériale, s'imposent.

On n'a jamais autant parlé d'un système éducatif à deux vitesses : d'un côté, une éducation de haute qualité et coûteuse pour les enfants de la bourgeoisie et de la classe moyenne supérieure ; de l'autre, une éducation pour les enfants des travailleurs et des travailleuses et des peuples opprimés, basée sur l'acquisition des compétences nécessaires pour réussir sur le marché du travail, faisant de l'éducation publique un rouage essentiel de l'appareil productif. Une partie de cette population ne se voit offrir qu'une alphabétisation rudimentaire et une approche minimaliste des mathématiques.

Ces mesures ne cessent de s'accélérer et de se détériorer. La dernière attaque contre la nature émancipatrice de l'enseignement public est actuellement menée à travers des technologies qualifiées d'« intelligence artificielle » qui, malgré des déclarations rassurantes, visent à éliminer la liberté d'enseignement au profit d'un contrôle direct du contenu des programmes d'enseignement par le gouvernement et les entreprises.

Le débat sur l'éducation est de nature politique. Son essence politique réside dans l'aspect fondamental et décisif de la société capitaliste : sa division en classes sociales antagonistes, qui luttent pour des intérêts contradictoires.

C'est pourquoi nous affirmons que les travailleurs et les travailleuses sont les seul.e.s à pouvoir surmonter ce dilemme, surmonter ce système social fondé sur l'aliénation et l'exploitation des êtres humains. Seuls les travailleurs et les travailleuses peuvent défendre la transformation des connaissances, de la science, de l'art et de la culture, enrichis au fil des millénaires par l'humanité, en patrimoine de tous.

Le manque d'intérêt des pays du Sud pour l'éducation publique conduit à l'absence de mesures susceptibles de motiver les travailleurs et travailleuses à rejoindre le secteur de l'éducation.

De nombreuses luttes ont été organisées dans plusieurs pays pour défendre les services publics, les droits sociaux et l'éducation publique. Elles ont pris la forme de grèves sectorielles, d'occupations d'universités et de rectorats, et de manifestations de jeunes.

La destruction continue de l'éducation en tant que droit public doit cesser.

À cette fin, l'action des syndicats de classe et des organisations de jeunesse qui souhaitent agir aux côtés de la classe ouvrière est fondamentale.

Cette réunion internationale s'inscrit dans ce cadre.

À travers la défense de l'éducation et de la recherche publiques, nous nous opposons aux politiques de réforme économique et sociale, à la suppression des acquis, au démantèlement des services publics dans leur ensemble, à la destruction de la sécurité sociale et à tous ces reculs orchestrés à travers le monde.

Nous exigeons la fin immédiate de l'occupation militaire israélienne et des bombardements de la Palestine, où des hôpitaux et des écoles ont été touchés, tuant des centaines d'enfants. L'État d'Israël est donc le principal ennemi de l'éducation en Palestine.

Nous exigeons également la fin immédiate de l'invasion et de l'occupation à grande échelle des territoires ukrainiens par la Russie. La Russie bombarde quotidiennement des écoles et des universités, ce qui entraîne des conditions de travail, de vie et d'étude désastreuses. Dans le même temps, dans les territoires occupés, les enseignants sont contraints de mettre en œuvre la propagande russe dans les écoles, tandis qu'au moins des dizaines de milliers d'enfants sont kidnappés pour être russifiés.

En Palestine, en Ukraine, au Soudan et partout dans le monde, nous devons soutenir nos camarades qui défendent leur lieu de travail, leurs droits du travail et leurs droits humains.

Pour qu'il y ait éducation, il faut la paix, la liberté des peuples, la justice et l'égalité.

Nous luttons pour :

- une éducation et une recherche publiques, gratuites, laïques et émancipatrices qui répondent aux besoins de la classe ouvrière ;
- la fin de l'externalisation ;
- les services publics ;
- la prise en compte des droits des travailleurs et des travailleuses de l'éducation et de la recherche et l'amélioration des conditions de vie et de travail ;
- des salaires décents, des promotions et des conditions de travail pour tous ;
- Nous luttons pour mettre fin à toute forme de collaboration avec l'armée et/ou les industries liées à l'armée

- Solidarité avec les organisations et les militants des syndicats, des mouvements populaires et des mouvements étudiants victimes de la criminalisation de leurs luttes !
- Solidarité et soutien au syndicat des enseignants palestiniens et au syndicat étudiant ukrainien Priama Diia !
- Place aux jeunes : pour le droit à un avenir, l'accès à la connaissance, à l'art, à la culture et aux loisirs.
- Des retraites équitables et justes pour tous

Initiatives proposées à l'issue de la réunion

1. **Faire connaître nos actions et nos mobilisations** : engagement à renforcer la page web du RÉSEAU INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTE SYNDICALES (<https://laboursolidarity.org/>), en envoyant des notes et des informations de chaque pays, afin de fournir des informations sur la situation des luttes en faveur de l'éducation publique, les conflits avec les gouvernements, d'enquêter et de faire connaître la situation des principaux groupes économiques impliqués dans l'éducation, d'analyser les politiques mises en œuvre par les gouvernements dans l'enseignement primaire et secondaire, et de mettre en évidence la manière dont les fonds publics alimentent le secteur privé.
2. **Diffuser à travers divers médias (publications, pages web, vidéos, etc.)** des propositions alternatives pour une éducation publique et populaire et une pédagogie critique du capital, et envisager une rencontre internationale pour renforcer ces échanges.
3. **Assurer un échange régulier d'informations** : initiatives dans chaque pays, congrès de nos organisations syndicales, avec la création d'un groupe en ligne pour produire des bulletins d'information réguliers sur les luttes dans le domaine de l'éducation.
4. **Évaluer la possibilité de nouvelles réunions** basées sur les secteurs professionnels et sur les décisions qui seront adoptées par la coordination du RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTES pour l'année 2026.
5. **Encourager le développement théorique et politique**, en assurant sa diffusion à travers la liste de textes présentés.
6. Enquêter, dénoncer et lutter contre les initiatives du capital visant à contrôler l'éducation publique, telles que la mise en œuvre d'évaluations internationales (le projet Tuning et les modèles éducatifs tels que les écoles à charte).
7. Lutter contre l'externalisation par l'organisation des travailleurs précaires et externalisés, en particulier dans des fonctions telles que la sécurité et le nettoyage. Nous luttons pour l'unité de toutes les catégories de travailleurs.

8. Partager et construire des campagnes internationales contre l'externalisation, rechercher des opportunités de campagnes communes contre les multinationales externalisatrices.
9. **Surveiller et lutter contre les accords de libre-échange**, en particulier l'Accord général sur le commerce des services de l'OMC et les accords du Mercosur avec l'Union européenne.
10. Échanger avec le Réseau européen des syndicats alternatifs et de base et d'autres organisations qui défendent l'éducation en tant que droit social.
11. Soutenir et proposer des campagnes sur des questions qui mobilisent les populations dans nos pays, telles que « plus d'argent pour le secteur public, moins d'argent pour l'éducation privée ».
12. **Continuer à discuter d'autres sujets soumis à la réflexion collective**. Par exemple, les conséquences des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur le travail des enseignants et des étudiants, l'évaluation des politiques publiques des gouvernements dits « de transition démocratique », les « fronts populaires » ou la « collaboration de classe » en Équateur, au Brésil ou en Uruguay...